

*Questions orales*

## LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DU DOYEN DES DÉPUTÉS DU  
PARLEMENT IRLANDAIS

**Mme le Président:** Je désire signaler aux députés la présence dans nos tribunes de M. Oliver Flanagan, doyen des députés du Parlement irlandais et ancien ministre de la Défense et de l'Environnement de la république d'Irlande.

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

## LES TRANSPORTS

LA POSSIBILITÉ QUE LA SOCIÉTÉ MAISLIN AIT PRÉSENTÉ UNE  
DEMANDE D'AIDE

**L'hon. Erik Nielsen (chef de l'opposition):** Madame le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre et fait suite à la question que le leader parlementaire de l'opposition a posée au sujet de la société Maislin. Je voudrais avoir des précisions au sujet de la réponse qui m'a été fournie hier, voulant que le gouvernement n'ait pas reçu de demande d'aide financière additionnelle de Maislin Industrie. Le vice-premier ministre pourrait-il nous dire si la société Maislin a présenté une demande officielle d'aide financière additionnelle au gouvernement?

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Madame le Président, j'ai tenu à m'informer de la question avant de venir ici cet après-midi. On m'a indiqué que le gouvernement n'avait reçu aucune demande d'aide additionnelle. C'est tout ce que je sais à ce sujet. Je ne doute pas un instant que ce renseignement soit exact. Maintenant, si le député a d'autres renseignements, je voudrais qu'il me vienne en aide.

**M. Nielsen:** Madame le Président, ce n'est pas simplement le vice-premier ministre qui a besoin d'aide, mais tous les membres du gouvernement en ce moment.

LES ENTRETIENS AVEC LES REPRÉSENTANTS DE LA SOCIÉTÉ

**L'hon. Erik Nielsen (chef de l'opposition):** Madame le Président, le vice-premier ministre pourrait-il nous dire si des fonctionnaires du gouvernement se sont entretenus, au cours du mois écoulé disons, avec les représentants de la société Maislin au sujet de la situation financière de cette dernière? Si oui, en est-on venu à la conclusion que la société risquait de ne plus être viable en juin de cette année?

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Madame le Président, je suppose que les fonctionnaires suivent de près l'évolution de la situation. Il est probable qu'ils ont rencontré les représentants de la société Maislin. Quant à savoir s'ils ont eu des pourparlers au cours desquels ils en sont venus à la conclusion que l'entreprise ne serait plus viable d'ici la fin du mois de juin, je ne le sais pas.

[Français]

## LA DÉFENSE NATIONALE

LE PROGRAMME DES F-18—LA RECHERCHE D'UN CHAMP DE TIR  
À L'ASCENSION (QUÉ.)

**M. Pierre Gimaiel (Lac-Saint-Jean):** Madame le Président, j'ai été informé hier par le maire de la municipalité de l'Ascension dans ma circonscription, M. Adrien Tremblay, que les Forces armées canadiennes recherchaient un champ de tir pour leur programme relatif aux F-18 dans ma circonscription.

Ma question s'adresse à l'honorable ministre de la Défense nationale. Premièrement, est-ce qu'effectivement les Forces armées canadiennes ont demandé au gouvernement du Québec de leur céder ou de leur accorder un territoire voulu près de la municipalité de l'Ascension pour en faire un champ de tir? Deuxièmement, où en sont rendues ces négociations, si elles ont lieu? Et troisièmement, est-ce que le ministre aurait des objections à ce que les dirigeants de la base de Bagotville mettent de l'information à la disposition des édiles municipaux et des dirigeants de la région, ainsi que des médias d'information relativement à ce dossier et surtout sur la façon dont ces champs de tir fonctionnent normalement?

**L'hon. J. Gilles Lamontagne (ministre de la Défense nationale):** Madame le Président, comme le député de Lac-Saint-Jean ainsi que ses collègues des environs le savent très bien, la venue du chasseur F-18 à Bagotville demandera évidemment des investissements de plusieurs dizaines de millions de dollars à la base militaire et dans la région de Bagotville.

Quant aux négociations ayant trait aux échanges de terrains relativement à un polygone de tir dont nous projetons l'établissement, elles se font actuellement avec la province de Québec qui, je l'espère, comprendra l'intérêt de toute la collectivité du Lac-Saint-Jean et du Saguenay, étant donné que cela fait partie, en fin de compte, de la défense stratégique du Canada à cause de la base de Bagotville.

Je dois moi-même me rendre au Lac-Saint-Jean, à Bagotville, à la fin d'avril, et en attendant je peux dire que le commandant de la base a reçu des instructions à l'effet de consulter les autorités civiles de la région afin de bien leur expliquer la situation.

\* \* \*

[Traduction]

## LA CONSOMMATION

LES TAUX USURAIRES EXIGÉS PAR LES ESCOMPTEURS DE  
REMBOURSEMENTS D'IMPÔT SUR LE REVENU

**M. Svend J. Robinson (Burnaby):** Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations. Par suite du retard inadmissible que le gouvernement apporte à vérifier les remboursements d'impôt, des milliers de Canadiens sont pris au piège des requins de la finance qui achètent les remboursements d'impôt et les crédits d'impôt-enfants, notamment de parents seuls, de démunis, de sans-emploi et d'étudiants.